

Six points clés pour repenser l'enseignement en agronomie

Thierry Doré
professeur à l'INA-PG*

Il y a nécessité de faire évoluer les pratiques des agriculteurs, tout en respectant leur volonté de choix et de décision.

Je suis très sensible à ce qu'évoque François Papy quand il parle du concept de systèmes de culture et de la nécessité d'avoir une agriculture plus transparente avec l'exemple du cahier des charges. Je voudrais, à travers cette notion, évoquer l'enjeu important qui pèse sur la formation à l'heure actuelle. Dans l'agriculture raisonnée, on trouve la notion de cahier des charges, et si on regarde les premiers cahiers des charges sortis, qu'on y réfléchit et qu'on voit comment ils sont applicables aux agriculteurs, on s'aperçoit qu'ils sont tellement normatifs que jamais les agriculteurs n'accepteront de rentrer facilement dans un tel système, avec un cahier des charges fort. On est pris entre la nécessité de faire évoluer les pratiques des agriculteurs, en plaçant la barre suffisamment haut (c'est l'ambition de la loi d'orientation agricole) et celle de respecter la volonté de choix et de décision de l'agriculteur. Il n'y a qu'une solution : élever le niveau de formation de toute la population qui travaille dans la sphère de l'agriculture, pour qu'elle puisse aller vers les orientations de la loi d'orientation agricole, tout en gardant des capacités de choix et de décisions. À mon avis, l'enjeu très fort de ces séminaires se situe au niveau de cette capacité de liberté et de choix des agriculteurs.

Je voudrais évoquer les six points qui me paraissent importants concernant la discipline agronomique, en relation avec les quatre mots-clés de la nouvelle loi d'orientation agricole : multifonctionnalité, développement durable, équilibre des territoires, sécurité sanitaire et qualité des aliments.

– Il est nécessaire de renforcer la prise en compte du long terme dans l'enseignement de l'agronomie. Il existe un certain nombre de concepts qui sont valorisables. Derrière le système de culture, il y a des effets cumulatifs, des effets à long terme, etc. Il existe un capital de connaissances sur un certain nombre d'états du milieu, sur l'eau, sur un certain nombre d'états chimiques ; il existe des choses déjà enseignables sur le long terme sans avoir besoin de développer des travaux de recherche importants. Évidemment, il faut des programmes de recherche novateurs en ce domaine, mais on peut déjà enseigner davantage qu'on ne le fait à l'heure actuelle de « l'agronomie du long terme ». Pour moi, c'est un des points importants issus de la loi d'orientation : dans les programmes, il faut que passe davantage de long terme.

– Il faut raisonner davantage en termes de systèmes. Cela paraît banal maintenant : qui ne se réclame pas de la systémique ? Ceci dit, pour faire face à la multiplication des enjeux qui sont derrière les quatre mots-clés de la loi, il faut penser absolument en termes d'interaction et pour ce faire, il faut penser en termes de systèmes. Des choses existent déjà dans l'enseignement. Cela fait plusieurs décennies que les agronomes ne se contentent pas de faire des relations entre les techniques et le rendement ; ils ont essayé d'ouvrir les boîtes noires qui lient ces deux termes ; c'est déjà travailler en termes de système et cela leur a permis de se saisir, dans les années quatre-vingt, des thématiques de l'environnement et de la qualité des produits. Je pense qu'il faut aller plus loin et que, pour se saisir des nouvelles thématiques, il faut renforcer cette approche systémique dans l'enseignement.

– Je crois qu'il faut se concentrer sur les fonctions environnementales de l'agriculture. Il me semble que le centre de gravité de la formation, à l'heure actuelle, en agronomie, est toujours la production. Il ne s'agit pas de l'oublier mais je crois qu'il y a nécessité de faire basculer les états d'esprit, de manière à ce que le centre de gravité ne soit plus seulement la production, mais qu'il y ait une gamme de perspectives plus large vis-à-vis des actes des agriculteurs. J'insiste sur l'environnement parce qu'il me semble que ce n'est que sur l'environnement que nous avons un bagage enseignable suffisant. Si je regarde les relations dont on dispose entre habitats, biodiversité, par exemple, et pratiques agricoles, il n'y a pas encore un gros bagage enseignable... ou alors je suis passé à côté, mais quand j'essaie de voir ce que je peux enseigner à mes étudiants en la matière, je ne trouve pas grand-chose de directement utilisable. Pour tout ce qui relève de préoccupations d'ordre écologique, ou économique au sens large, nous n'avons pas forcément encore beaucoup de matière. En revanche, sur l'environnement, il existe

déjà des choses. Renforcer la dimension environnementale dans l'enseignement me semble avoir une double vertu : d'une part, cela va tout à fait dans le sens de la loi d'orientation agricole, même si l'environnement est un mot-clé qui a déjà quinze ou vingt ans et, d'autre part, cela me semble être le levier le plus profitable pour faire basculer le centre de gravité de l'enseignement, pour faire quelque chose qui soit moins axé sur la production.

– Il faut établir la relation entre systèmes de culture et qualité sanitaire des aliments : c'est un mot-clé issu de la loi d'orientation agricole. L'agronomie est très fortement interpellée par cette thématique. Dans le domaine végétal, pour le moment, on est resté relativement à l'abri de crises graves, comparativement au domaine des sciences animales. Je pense qu'il faut mettre à profit ce temps-là pour réfléchir activement à ce qu'il faut faire en matière de recherche et d'enseignement sur les relations entre systèmes de culture et sécurité sanitaire des aliments. Contrairement à l'environnement, nous n'avons pas, à mon sens, un bagage énorme directement enseignable, et cela quelles que soient les voies de contamination des aliments dans lesquelles les systèmes de culture sont impliqués : la contamination passive par des éléments-traces métalliques, la contamination par prolifération et production de mycotoxines, etc. Je pense qu'à l'heure actuelle, nous ne pouvons enseigner qu'un cadre méthodologique, du point de vue de la relation entre systèmes de culture et sécurité sanitaire des aliments, mais il faut qu'à court terme nous investissions en recherches dans ce domaine et que nous soyons capables très rapidement d'enseigner sur ce point-là.

– Le cinquième point concerne les systèmes sous-productifs. Je pense que nous avons pris l'habitude pendant des décennies de travailler au maximum de production ou alors, inversement, nous abandonnions des territoires sur lesquels on ne produisait plus du tout. La loi d'orientation, en multipliant les centres d'intérêt et les finalités de la production, va obliger à travailler à des niveaux inférieurs au potentiel de production. Cela me semble générateur de connaissances nécessaires nouvelles pour ceux qui vont produire et pour ceux qui les encadrent. Si on prend l'exemple de l'agriculture biologique, il est évident que les agriculteurs biologiques mobilisent des connaissances et des méthodes très différentes de celles mobilisées dans l'agriculture conventionnelle. Chaque fois qu'on sera en sous-productif, par rapport au potentiel de production, on va avoir à mobiliser des connaissances et des références différentes. Je pense qu'il faut là un enrichissement considérable de l'enseignement pour pouvoir faire face à cette variété de niveaux de production.

– Enfin, je n'insisterai pas sur le dernier point, l'agronomie à plusieurs échelles, François Papy l'a déjà évoqué. Il va falloir sortir de la parcelle. L'agronomie enseignée est encore très fortement une agronomie parcellaire et il faut se saisir d'autres échelles supraparcellaires, voire infraparcellaires s'il s'avère que l'agriculture de précision présente, de fait, un attrait par rapport à l'environnement, par exemple.